

Musique en ligne : Apple monte le son

■ Le groupe achète Beats pour 3 milliards de dollars, la plus grosse acquisition de son histoire

■ La société californienne veut rattraper son retard dans le streaming, l'écoute de musique en ligne

■ Beats, connu pour ses casques audio, a lancé en janvier un service haut de gamme payant

LIRE PAGE 5



Des casques audio Beats dans un Apple Store.

ANDREW BURTON/AFP

Bpifrance tente de sauver le groupe Caddie du naufrage

LIRE PAGE 4

L'EXÉCUTIF VEUT DOPER LE FINANCEMENT PARTICIPATIF

LIRE PAGE 5

Les femmes de chambre luttent pour améliorer leurs conditions de travail

LIRE PAGE 6

PERTES & PROFITS

PAR JEAN-BAPTISTE JACQUIN

Où est ma recette ?

FASB-IASB

C'est une négociation internationale qui a été encore plus ardue que celle sur le traité transatlantique de libre-échange. Deux obscurs organismes chargés d'édifier les normes comptables ont annoncé, mercredi 28 mai, un accord sur la définition d'un élément qui est tout sauf accessoire : le chiffre d'affaires.

A partir du 1^{er} janvier 2017, toutes les entreprises cotées sur une place boursière dans le monde devront appliquer cette nouvelle norme. Les autres devront s'y plier en 2018.

Surtout, ne vous retournez pas en arrière ! Vous seriez pris d'un drôle de vertige.

Cela signifie qu'il était imprudent, et cela le restera encore pendant deux ans et demi, de comparer les entreprises sur un critère aussi basique que le chiffre d'affaires. Pourtant, les marchés de capitaux sont sans frontières, les investissements mondialisés et les fusions et acquisitions globalisées.

Il n'est pas compliqué pour un petit commerçant de savoir quelle est sa recette de la journée ou de l'année. Pour une multinationale, ce le serait davantage ?

Il aura fallu dix années avant que le Financial Accounting Standards Board (FASB), l'organisme chargé des normes comptables aux États-Unis, et l'International Accounting Standards Board (IASB), dont les normes sont appliquées dans le reste du monde, se mettent d'accord sur une définition commune

Elle n'a pourtant rien de

révolutionnaire, cette nouvelle recette : le revenu est reconnu dans les comptes de l'entreprise lorsque le produit ou le service est transféré au client.

Espéranto comptable

Ça a l'air tout bête, l'espéranto comptable. Mais il devrait avoir des conséquences non négligeables pour les entreprises de télécommunications, du BTP ou de logiciels. Dans ces secteurs, les contrats comprennent souvent des éléments de nature différente (produits et services) dans le temps.

Par exemple, un opérateur téléphonique qui subventionne ses mobiles ne transfère la propriété de celui-ci à son client qu'à l'issue des 24 mois de l'abonnement. La mise en œuvre de cette nouvelle définition devrait réduire son chiffre d'affaires, en en décalant une fraction dans le temps...

D'autres notions comptables restent à négocier entre le FASB et l'IASB. En particulier, concernant les banques et les assurances. Le problème est que les entreprises européennes sont mal défendues dans ces cénacles dont les décisions ne sont pas que techniques.

Le FASB représente les intérêts des entreprises américaines et semble peu pressé par l'harmonisation internationale, sauf à ses conditions. L'IASB, derrière lequel l'Europe s'est rangée, est un organisme privé, indépendant, à qui les cabinets comptables anglo-saxons fournissent des bataillons d'experts.

La bataille dans les cuisines comptables n'est pas terminée. ■

jacquin@lemonde.fr

PLEIN CADRE

La polémique autour de Piketty rouvre les plaies de Kenneth Rogoff

L'économiste américain, dont les travaux ont été attaqués pour des erreurs de calcul, défend le chercheur français. Par ailleurs, dans un entretien au Monde, M. Rogoff juge que la « zone euro était sous-développée politiquement pour gérer la crise ».

LIRE PAGE 2



▼ CAC 40	4 531 PTS - 0,01 %
▼ DOW JONES	16 633 PTS - 0,25 %
▼ EURO-DOLLAR	1,3590
▼ PÉTROLE	110,03 \$ LE BARIL
▼ TAUX FRANÇAIS À 10 ANS	1,71 %

29/05 - 9 H 30

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR

CIEL, ME VOILÀ !

SkyPriority : profitez d'un service exclusif pour être prioritaire à l'enregistrement, à l'embarquement et au retrait de vos bagages.

AIRFRANCE KLM AIRFRANCE.FR

France is in the air : La France est dans l'air.
SkyPriority est disponible pour les passagers voyageant en classe La Première, en classe Affaires et les membres Elite Plus, à bord des 20 compagnies aériennes membres de l'alliance SkyTeam.

Portrait

Champion d'échecs à 15 ans, diplômé de Yale *summa cum laude* (l'équivalent des félicitations du jury en France) à 22, titulaire d'un doctorat du Massachusetts Institute of Technology à 26, professeur à Harvard aujourd'hui... Kenneth Rogoff, ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI) et son CV de quatorze pages auraient toutes les raisons de prétendre au prix Nobel d'économie.

Pourtant, mercredi 28 mai, à l'Hôtel des Grands Hommes, face au Panthéon à Paris, le sexagénaire, spécialiste de la dette et des faillites d'Etat à travers les siècles, a l'air de celui qui redoute d'être passé à côté de la gloire qui lui était promise. Atteint par cette polémique datant de 2013 remettant en cause le sérieux de son travail. Un procès en crédibilité réactualisé soudainement par les déboires de son confrère, Thomas Piketty, le « Marx 2.0 », questionné par le *Financial Times* sur la fiabilité des données utilisées dans son livre *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013).

S'il n'en partage pas toutes les idées, M. Rogoff prend la défense du Français, tout en s'évertuant à effacer les stigmates de sa propre affaire. « Une campagne en diffamation », un débat « politique », « mal-honnête », répète-t-il, sans jamais se défaire de son calme, ni de son urbanité.

La foudre est tombée sur la carrière de cet Américain aux origines ukrainiennes, un mardi 16 avril de 2013. Un jeune étudiant de l'université du Massachusetts, Thomas Herndon, avait tenté de refaire – sans succès – les calculs du maître. Un exercice de routine que font souvent les doctorants. Il s'agissait de redémontrer qu'au-delà de 90 % d'endettement public, la croissance d'un pays ralentit, comme le firent Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, dans leur étude « Growth in a Time of Debt » (La croissance en temps de dette), publiée en 2010 par le National Bureau of Economic Research.

L'étudiant, épaulé de ses professeurs, Michael Ash et Robert Pollin, s'est alors rendu compte que le tableau Excel qui soutenait les travaux de M. Rogoff et M^{me} Rheinart comportait de « graves erreurs ». Oups...

Le *Financial Times* s'en est fait l'écho, la bombe était lâchée. « Il pouvait être candidat pour le prix Nobel. Maintenant, c'est sûr que ça fait tache », commente un des proches, qui lui reconnaît toutefois une « intelligence hors norme ». La « tache » s'est incrustée car M. Rogoff est écouté des puissants aux Etats-Unis mais aussi en Europe, et plus précisément à Bruxelles. Dans une lettre, Olli Rehn, commissaire aux affaires économiques, mentionnait en février 2013 ce seuil de 90 % pour justifier les politiques d'austérité.

Voilà donc l'économiste, élevé dans le Rochester (Etat de New York) par un père professeur de radiologie et une mère chef de département à la bibliothèque de la ville, érigé en « monsieur austérité ». Le discredit de ses calculs a invalidé l'argumentaire du mal nécessaire de l'austérité en Europe, redonnant la parole à ceux qui militaient pour la relance.

« La polémique fut redoutable. M. Rogoff est le prototype de l'universitaire réputé pour sa rigueur. Il se pose dans cette arrogance, défendant l'idée que l'on peut construire des certitudes sur la base d'analyses empiriques, confronter la théorie à des faits assez solides pour guider la politique », décrit Xavier Timbeau, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Si ce dernier trouve à M. Rogoff des circonstances atténuantes, expliquant qu'un chercheur est toujours « impatient », que les erreurs sont fréquentes et fait un parallèle avec Mendel et les inexactitudes de son échantillon de petits pois étayant sa théorie génétique, il juge tout de même que M. Rogoff « a dénaturé la procédure ».



Kenneth Rogoff
(au centre),
en novembre 2013.

CHIP SOMDEVILLA/AFP

Kenneth Rogoff, l'ascension contrariée

Des erreurs de calcul ont entaché en 2013 les travaux de cet économiste « nobélisable »

UN PROCÈS
EN
CRÉDIBILITÉ
RÉACTUALISÉ
SOUDAINEMENT
PAR
LES DÉBOIRES
DE SON
CONFRÈRE,
THOMAS
PIKETTY

Le professeur de Harvard aurait-il habillé ses résultats pour accréditer ses idées ? « C'est quelqu'un de profondément honnête », réfute Romain Rancière, un ancien du FMI, et les attaques qu'il subit sont à la hauteur de sa renommée.

Robert Pollin, professeur à l'université du Massachusetts, n'est pas de cet avis. « M^{me} Reinhart a réagi de façon très professionnelle aux travaux de Thomas Herndon [et fut donc moins éclaboussée], quand M. Rogoff a répondu en nous attaquant personnellement », dit l'universitaire, qui se dit de gauche. M. Rogoff a bien reconnu son erreur, mais « il a prétendu être attaqué comme si nous étions McCarthy ! », soupire M. Pollin, jugeant le personnage « un peu arrogant ».

La « boulette » d'un tableau de chiffres s'est ainsi muée en une guerre d'économistes. D'un côté les « austériens » (défenseurs de la rigueur budgétaire), de l'autre, les « dépensiers », ces keynésiens, coqueluche de la gauche américaine à l'image de Paul Krugman ou de Joseph Stiglitz.

A une époque où les méfaits de l'austérité ne sont plus à prouver, M. Rogoff souffre de cette caricature. Lui, un néolibéral prônant la rigueur ? « Peut-être pour la France, dit-il, mais aux Etats-Unis je suis un homme du centre. » De fait, il plaide pour l'inflation, a défendu un impôt temporai-

re sur la fortune, et assure que le niveau d'endettement de 90 % n'est pas un chiffre fatal. C'est, dit-il, comme un taux de cholestérol : ce n'est pas bon, mais cela ne suffit pas à déclencher la maladie.

M. Rogoff n'en est pas à son premier accrochage avec les gourous de la gauche américaine. « Mais avec Joe Stiglitz, l'eau a coulé sous les ponts », nuance-t-il. Il s'est passé douze ans, en effet, depuis l'été 2002 où les deux académiciens s'échangeaient des noms d'oiseaux, l'un défendant les économistes du FMI (Rogoff), l'autre les accusant d'être intellectuellement sous-dimensionnés (Stiglitz). Les relations avec M. Krugman, chroniqueur au *New York Times*, semblent en revanche plus ombrageuses.

Simple querelle d'experts, peut-être. M. Rogoff assure qu'il n'a pas perdu l'estime de la communauté scientifique. Son problème, « c'est Twitter ». Autrement dit, le grand public. Avec lui, l'ancien joueur d'échecs fait preuve de patience, de pédagogie. Jamais d'arrogance. Il a pris soin, quelques heures avant l'entretien, d'envoyer une plaidoirie, sous forme de questions-réponses dont voici un résumé : Notre papier de 2010 comportait-il une erreur ? Oui. Nos résultats en sont-ils affectés, certainement pas. « Hap » (Tho-

M. ROGOFF
N'EN EST PAS À
SON PREMIER
ACCROCHAGE
AVEC
LES GOUROUS
DE LA GAUCHE
AMÉRICAINE

mas Herndon, Michael Ash et Robert Pollin) ont-ils cité de façon appropriée notre travail ? Nos résultats ? Nos diverses études sur les dettes ? Non, non et non.

M. Rogoff mentionne aussi cette tribune d'Angus Deaton, de Princeton, dont les travaux de 2003, invalidant l'idée selon laquelle les inégalités de revenus influeraient directement sur la santé, telle une « pollution toxique », auraient été attaqués par Michael Ash (déjà lui) et Dean Robinson. L'article est titré : « Du poids et des erreurs de codage, étrange coïncidence ou répétition ? » On frise la théorie du complot.

En 2014, ces discordes idéologiques, fondées ou non sur des erreurs factuelles, offrent en réalité le spectacle d'une crise des économistes incapables de résoudre la crise économique. M. Rogoff le reconnaît. S'il a quelques idées, évoque une monnaie purement électronique, il n'a pas la formule magique pour libérer le Vieux Continent de ses maux et avoue, implicitement, avoir changé. « On a appris de cette crise. On sait par exemple que la finance doit être régulée ! », dit-il. Quant à l'étudiant Thomas Herndon, il a été curieusement récompensé : un fonds spéculatif à Wall Street lui aurait ouvert ses portes, selon son ancien professeur, M. Pollin. ■

CLAIRE GATINOIS

« En France, le problème c'est le manque de réformes »

AVANT DE TENIR une conférence à l'Ecole d'économie de Paris, mercredi 28 mai, Kenneth Rogoff a livré au *Monde* son diagnostic sur la crise en Europe, le malaise de la France mais aussi sur la « fantastique » opportunité qui s'offre à l'Ukraine en se rapprochant de l'Europe.

La croissance redémarre aux Etats-Unis, elle cale toujours en Europe. Qu'a-t-on mal fait ?

Le problème numéro un de l'Europe c'est que l'euro n'était pas prêt à être soumis à des « stress tests » (un test de résistance à des chocs extrêmes). Il manque à la zone euro la construction politique permettant de mener les transferts financiers, de prendre des décisions audacieuses. La zone euro était sous-développée politiquement pour gérer la crise de l'euro. Prenez les « stress tests » menés sur les banques, ils

ont été mal conduits : chaque pays a voulu protéger ses propres banques. Cela aurait été plus facile si la Banque centrale européenne avait conduit les opérations, [comme cela est désormais prévu].

L'euro est né dans les années 1990 et a dû affronter un problème des années 2000. Les dirigeants politiques ont fait un travail incroyable pour démontrer au marché qu'ils voulaient que leurs pays restent mariés, même si les électeurs ont fait part de leurs doutes. **Cette montée des partis populistes lors des élections européennes du 25 mai est-elle, selon vous, le résultat de politiques d'austérité trop brutales et mal calibrées ?**

Une fracture politique après une crise est une chose assez normale. Ce qui me surprend c'est que cela ne soit pas survenu avant et plus

brutalement. C'est presque un miracle qu'aucun pays n'ait élu un dirigeant qui voulait sortir de l'euro, ce qui aurait été un désastre.

Quant à l'austérité, c'est un terme vaste. En France, par exemple, le gros problème c'est le manque de réformes, pas l'austérité. Ailleurs en Europe, tout n'a pas été mené parfaitement. Il aurait fallu effacer une partie de la dette des pays de la périphérie de l'Europe, leur donner accès à du crédit moins cher. Mais, en France, le problème est sans doute plus français qu'européen. **La situation en France vous alarme-t-elle ?**

La France souffre de cette incapacité à faire des réformes structurelles. Je crois qu'il existe des marges de manœuvre pour réduire la taille de l'Etat, réduire les impôts, encourager l'entrepreneuriat. Le pays a un

problème de confiance. Il se sent tellement « numéro deux » par rapport à l'Allemagne. Au nom de l'Europe, il serait salvateur que la France aille mieux, notamment pour contrebalancer le poids de l'Allemagne et lui permettre de partager les responsabilités européennes.

Vous êtes d'origine ukrainienne. Pensez-vous que le pays a intérêt à se rapprocher de l'Europe ?

C'est fantastique, vous voulez dire ! Ce n'est pas un point de vue économique, c'est politique. On peut en revanche se demander comment l'Europe gèrera cet [éventuel] rapprochement.

Que dire de la Russie ?

Un économiste que je connais a dû quitter la Russie, car il a très, très légèrement, critiqué le pays. C'est triste. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. G.

A male technician wearing a blue GE t-shirt, safety glasses, and a cap is working on a large industrial gas turbine engine. He is focused on a complex network of pipes and flexible metal hoses. The background shows more of the engine's structure and a warning sign.

CONSTRUISONS ENSEMBLE LE FUTUR.

Entre GE et les français, c'est une histoire qui remonte à plus de 100 ans. Ensemble, nous avons conçu des moteurs d'avions, des turbines et des équipements médicaux de renommée mondiale, et tout cela grâce au talent et au travail de nos équipes en France. Aujourd'hui, GE emploie plus de 10 000 personnes en France, et ensemble, nous contribuons au développement des technologies et des industries de demain. Le meilleur reste à venir.

CENTRE D'EXCELLENCE MONDIAL DES TURBINES À GAZ GE • BELFORT, FRANCE



L'Etat vole au secours de Caddie et de son entrepreneur

Bpifrance va injecter des fonds en urgence pour éviter le dépôt de bilan d'un groupe de 3 000 personnes

Arnaud Montebourg vient d'enfiler une nouvelle fois son costume de pompier et de partir avec ses équipes du ministère de l'économie au secours d'une entreprise en péril.

Le malade, cette fois-ci, porte un nom très connu : Caddie. Cette icône alsacienne fabrique des chariots de supermarché depuis plus de cinquante ans. Mais derrière, les pouvoirs publics veulent éviter le naufrage de tout le groupe Altia, qui a repris Caddie il y a deux ans. Soit près de 3 000 salariés répartis dans dix pays.

Après des mois de tractations difficiles, un accord de principe a été trouvé, mercredi 28 mai, entre l'Etat et les trois dirigeants-actionnaires d'Altia, selon des sources concordantes. « *Il reste encore quelques détails à régler, mais le projet global devrait être officialisé en début de semaine prochaine* », confie un proche du dossier.

Les pouvoirs publics ont même dû intervenir auprès d'EDF pour éviter que le courant soit coupé

L'urgence consiste à apporter de l'argent frais à Altia et à ses filiales, dont Caddie, pour éviter la faillite. Les trois fondateurs, Patrice Durand, Nicole Cohen et Patrick Adolf, n'ont pas l'argent nécessaire. C'est donc Bpifrance, le fonds d'Etat français, qui va injecter environ 5 millions d'euros.

L'Etat avait déjà investi dans Altia pour l'aider à reprendre des usines d'équipements automobiles puis Caddie, et contrôle 20 % du capital. Compte tenu de l'état de l'entreprise, le nouvel apport de fonds pourrait, sur le papier, lui permettre de devenir majoritaire. Une hypothèse interdite : Bpifrance a pour principe de rester minoritaire. Pas question de nationaliser les entreprises, encore moins les « canards boiteux » !

Un schéma subtil a donc été choisi. L'argent public devrait arriver sous forme d'obligations



L'usine Caddie, à Drusenheim (Bas-Rhin). FREDERICK FLORIN/AFP

convertibles, sans augmentation de capital, pour que l'Etat demeure minoritaire. Une petite moitié des fonds permettra de renflouer spécifiquement Caddie.

En échange, les pouvoirs publics entendent reprendre en main le groupe. « *M. Durand nous a trop menti, nous n'avons plus confiance en lui, s'exclame l'un des responsables à la manœuvre. Il doit prendre du recul !* »

L'Etat a obtenu la nomination d'un nouveau patron opérationnel, un de ces spécialistes des cas difficiles, qui prennent provisoirement les rênes des entreprises à redresser. Plusieurs candidats sont en lice. « *Nous sommes convaincus que les activités d'Altia peuvent être viables, commente la direction de Bpifrance. Mais il y a besoin d'un plan de redressement*

énergique et d'un nouveau management. »

Ce plan passera sans doute par des cessions d'actifs, voire un éclatement du groupe. A Strasbourg, les élus ont pris les devants. « *Nous avons commencé à sonder de nombreux industriels qui pourraient être intéressés par Caddie, une entreprise pour laquelle nous nous battons bec et ongles* », indique-t-on au conseil général du Bas-Rhin.

Il y a deux ans, tout semblait pourtant bien parti. « *Sur le papier, la meilleure offre pour sortir Caddie du redressement judiciaire était celle d'Altia* », se souvient un responsable local. L'opération devait à la fois réveiller la belle alsacienne endormie et diversifier les activités d'Altia. Depuis la création de ce petit groupe, en 2009, ses

trois fondateurs avaient surtout misé sur l'industrie lourde et les pièces automobiles, en reprenant pour une bouchée de pain toute une série d'usines à la barre de différents tribunaux de commerce.

Si la reprise économique avait été au rendez-vous, le pari aurait pu réussir et assurer la fortune des dirigeants d'Altia. Mais, courant 2013, les signaux d'alarme se multiplient. La crise se prolonge, la production automobile française plonge, et le groupe est fragilisé.

Il décide alors de se séparer de son activité dans l'emboutissage, la plus mal-en-point, qui représente un tiers de son chiffre d'affaires. Un rapprochement envisagé avec le concurrent GMD étant tombé à l'eau, M. Durand vend sa dizaine d'usines concernées par lots. Un site est cédé en janvier 2014 à des

industriels d'Annecy. Quatre sont repris par un autre professionnel.

Et, en avril, cinq usines employant ensemble 720 personnes sont vendues en un week-end à Transatlantic Industries, pour 1 euro symbolique. « *Une histoire de Pieds nickelés surréaliste* », s'étrangle l'un de ceux qui l'ont suivie. Présentée par Altia comme l'émanation d'un puissant groupe américain, la société Transatlantic Industries cache en réalité trois managers anglo-saxons qui tentent un coup à titre individuel.

Le fiasco est spectaculaire. Il ne faut pas quinze jours pour que les repreneurs déposent le bilan de trois des cinq sites en cause. Les deux autres suivent un peu plus tard. Du jamais-vu.

« *Le trio espérait imposer de fortes hausses de prix aux clients constructeurs, pour qui ces usines sont stratégiques* », décrypte un expert du dossier. Or PSA ne se laisse pas faire et va en justice. Le tribunal constate alors que les usines sont en détresse financière de longue date. A en croire les juges, il aurait fallu déposer leur bilan un an et demi plus tôt !

Aujourd'hui, ces cinq sites sont de nouveau à vendre. Mais c'est un administrateur judiciaire, M^e Hess, qui s'en occupe. Premier client, PSA participe aussi au choix des candidats. Ils ont jusqu'au 11 juin pour déposer des offres.

En s'amputant de ses usines d'emboutissage en perte, la direction d'Altia espérait mettre le reste du groupe à l'abri de la contagion. « *Nos autres activités se portent bien, et la vente permet d'alléger la*

200 000 emplois préservés en deux ans

Crise oblige, le cas d'Altia et Caddie n'est qu'un dossier parmi des milliers d'autres pour le ministère de l'économie et du redressement productif. Depuis mai 2012, ses services ont traité 1572 dossiers d'entreprises en difficulté, a indiqué, mardi 27 mai, à l'Assemblée nationale le ministre, Arnaud Montebourg. Au total, ces dossiers portaient sur 226 843 emplois « menacés ou concernés », sur lesquels 197 304, soit 87 %, ont été « préservés », selon les derniers chiffres communiqués par le ministre en réponse à plusieurs questions de députés. « *Notre stratégie est celle de l'endiguement* » et vise à « *préserver les outils industriels* », a réaffirmé M. Montebourg.

En douze mois, de mai 2013 à avril 2014, le nombre de défaillances d'entreprises a progressé de 3,5 %, selon les chiffres publiés le 23 mai par l'assureur-crédit Coface.

Le niveau des défaillances, 64 127 en un an, est supérieur à celui enregistré au pire moment de la crise de 2009, indique la Coface.

dette de 10 millions d'euros », se félicitait alors M. Durand.

En fait, Altia reste en « *situation extrêmement grave* », estiment les pouvoirs publics. Le groupe est suivi depuis un an par le Comité interministériel de restructuration industrielle. L'actionnaire Bpifrance a fait nommer un mandataire ad hoc, Eric Bauland. Le cabinet Eight Advisory est aussi à l'œuvre.

Malgré cette surveillance rapprochée, les experts dépêchés au chevet d'Altia et de Caddie s'avouent très inquiets. L'entreprise a bien des clients, des commandes, mais elle manque cruellement de trésorerie. « *Dès qu'un peu d'argent rentre dans une filiale, on le met là où c'est le plus urgent, sans s'encombrer des procédures normales au sein d'un groupe* », relate un témoin atterré.

Cela ne suffit pas. Chez Caddie, les fournisseurs les plus chanceux sont payés avec beaucoup de retard. Les autres, pas du tout. « *Cela devient dramatique, constate Pascal Acker, délégué CGT. La société de gardiennage nous a laissés tomber, celle qui assurait la cantine aussi. On produit les chariots qu'on peut avec les bobines de fer qui nous restent.* » Les pouvoirs publics ont même dû intervenir auprès d'EDF pour éviter que le courant ne soit coupé.

« *On a de gros problèmes d'approvisionnement en matière première, et on laisse des clients sur le carreau* », confirme un salarié d'un autre site d'Altia à Saint-Etienne. Autant dire que le sauvetage devenait urgent. ■

DENIS COSNARD

Bpifrance muscle son soutien aux entreprises en difficulté

LA NOUVELLE BANQUE publique d'investissement doit-elle soutenir ou non les entreprises en difficulté ? A sa naissance, il y a un an, la question avait provoqué une passe d'armes entre la vice-présidente et le directeur général de l'établissement, Ségolène Royal et Nicolas Dufourcq. Ce dernier avait jugé que le sauvetage de Petroplus ou de Florange n'aurait pas constitué un « *bon business* ». Des propos qualifiés de « *grave dérapage* » par M^{me} Royal.

Depuis, les deux dirigeants ont accordé leurs violons. La ligne est désormais claire : Bpifrance a vocation à aider des entreprises mal en

point, sous réserve d'intervenir à titre minoritaire, aux côtés de professionnels du redressement, ou par l'intermédiaire d'un fonds.

300 millions de plus

La crise se prolongeant, la banque a d'ailleurs décidé de muscler son dispositif. « *Nous allons mettre 300 millions d'euros supplémentaires dans des fonds privés spécialisés dans le redressement d'entreprises* », indique M. Dufourcq. Environ 100 millions doivent aller au Fonds de consolidation et de développement des entreprises, que Bpifrance finance à 49 %.

Une autre partie de l'argent est destinée au fonds français Perceva. « *Nous souhaitons aussi monter un nouveau fonds avec Donald Bryden* », un ancien banquier de Paribas, indique M. Dufourcq.

En direct, Bpifrance a déjà misé plusieurs fois sur des sociétés en difficulté, dans le cadre d'un tour de table. Dernier gros dossier en date, Gascogne, l'un des rescapés de l'industrie papetière. Sa recapitalisation par Bpifrance et deux industriels de la région doit être validée par une assemblée générale prévue le 13 juin.

« *Il arrive aussi que des sociétés dans lesquelles nous avons déjà*

investi rencontrent des problèmes, ce qui peut nous amener à remettre au pot », ajoute le directeur général. Avant Altia, c'est déjà le scénario qui s'est déroulé chez le papetier Sequana.

En tant que banque de prêt, et non plus d'investissement, enfin, Bpifrance vole à la rescousse de certains clients. « *Environ 5 % de nos encours concernent des sociétés très mal notées par la Banque de France* », précise M. Dufourcq. C'est à ce titre que la banque vient par exemple d'aider la reprise de l'usine Bosch de Vénissieux (Rhône) par le breton Sillia. ■

DE. C.

Dassault en bonne position pour vendre ses Rafale au Qatar

Doha pourrait annoncer en juin la commande de plusieurs dizaines d'exemplaires, alors que les négociations se poursuivent avec l'Inde

Le Qatar avant l'Inde ? Depuis plusieurs mois, les industriels de l'armement misent sur un tel ordre d'arrivée pour des annonces de contrats Rafale en 2014. A l'approche de l'été, ce pronostic semblerait se confirmer car, comme l'a évoqué *La Tribune*, mercredi 29 mai, Doha pourrait formaliser son intérêt lors d'une visite de son nouvel émir, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, le 23 juin, à Paris. Celui-ci pourrait annoncer avoir choisi l'avion de combat français et entrer en négociations exclusives avec Dassault Aviation.

Un an serait alors nécessaire pour finaliser le contrat. Tant du côté des pouvoirs publics que de l'aviateur, on se refusait à tout commentaire. Une prudence et un silence d'autant plus marqués après l'échec du Brésil ou le gel des Emirats. « *Chat échaudé craint l'eau froide* », souligne un expert du secteur.

Voilà plus d'un an que le Qatar a annoncé son intention d'acquiescer rapidement soixante-douze avions de combat, dont une première tranche de trente-six appareils avec une option pour le

même nombre ensuite. Cela modernisera et agrandira sa flotte composée de douze Mirage 2000-5 acquis en 1994 et appelés à être remplacés.

« Contrat du siècle »

L'aviateur français avait alors été contacté pour son Rafale, tout comme les européens Airbus Group, BAE Systems et Finmeccanica pour leur avion Eurofighter Typhoon. Il en était de même pour L'américain Lockheed Martin et son F-35. Le Qatar aurait, dès le printemps, montré sa préférence pour

l'avion français en demandant plus de renseignements.

L'autre signature attendue concerne les 126 Rafale en Inde, « *ce contrat du siècle* », d'un montant de 15 milliards de dollars (11 milliards d'euros). Le 19 mai, lors du salon de l'aviation d'affaires Ebace de Genève, le PDG de Dassault Aviation, Eric Trappier, était optimiste quant à une finalisation du contrat « *avant la fin de cette année* ».

Ce contrat négocié depuis 2012 a abouti en mars à un accord concernant le transfert de techno-

logies pour fabriquer cet avion de chasse en Inde, sachant que seuls les 18 premiers exemplaires seront fabriqués en France. Une étape importante avant la signature définitive du contrat par le gouvernement indien. Il fallait alors attendre l'issue des législatives de mai. A Genève, M. Trappier s'est dit « *réassuré* » par la large majorité remportée par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata (BJP). « *Je pense que cela va encore accélérer le processus* », confiait-il à l'agence Reuters.

Un contrat à l'exportation est

aussi indispensable pour le fragile équilibre de la loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019. Celle-ci prévoit la livraison à l'armée française de 26 appareils à raison de 11 par an, niveau minimum pour maintenir la production de l'avion. Ce qui amène à 2016, le gouvernement tablant sur un relais pris par des livraisons hors de France.

Toutefois, mercredi, la Cour des comptes a jugé « *peu probable* » l'exécution de cette LPM. Du coup, ce schéma d'un export prenant le relais des commandes françaises pourrait, selon la Cour, être remis en question. ■

DOMINIQUE GALLOIS

Avec Beats, Apple signe la plus grosse acquisition de son histoire

Le fabricant de l'iPhone vise le marché très prometteur de l'écoute de musique en ligne

New York
Correspondant

Apple a décidé, mercredi 28 mai, d'accélérer dans le domaine du streaming musical en rachetant Beats Electronics pour 3 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros). Alors que le fabricant de l'iPhone a construit sa réputation dans la musique grâce au téléchargement de fichiers à

« La triste vérité est qu'il existe un mur de Berlin entre la Silicon Valley et Los Angeles ! »
Tim Cook
PDG d'Apple

partir de son magasin virtuel iTunes, Apple investit désormais dans un autre mode de consommation : la lecture en flux, dont Beats Electronics est l'un des acteurs montants.

Fondée par la star du rap Dr. Dre et le magnat de la musique Jimmy Iovine, l'entreprise vend également des casques audio haut de gamme. Ce rachat consacre la rencontre de deux mondes qui jusque-là s'ignoraient. « La triste vérité est qu'il existe un tel mur de Berlin entre la Silicon Valley et Los Ange-

les ! », constate le PDG d'Apple, Tim Cook. « Ils ne se respectent pas l'un l'autre et ne se comprennent pas », a-t-il regretté pour justifier cette acquisition. « Nous pensons que ces gars-là ont un talent rare. Nous apprécions le service d'abonnement qu'ils ont construit. Nous pensons que c'est le premier qui a réussi », a poursuivi le PDG d'Apple.

Le groupe met sur la table 2,6 milliards de dollars en liquide et 400 millions en actions Apple. L'idée est de conserver la marque Beats, qui cohabitera au côté de celle d'Apple. Il s'agit d'une étape importante pour Tim Cook, qui jusque-là avait sagement suivi les traces de son auguste prédécesseur, Steve Jobs, disparu en 2011, sans trop prendre de risques.

Cette acquisition, qui est la plus grosse jamais réalisée par Apple, marque une rupture. Alors que les observateurs attendent toujours le produit miracle qui va permettre au groupe de poursuivre sa fantastique progression, alors qu'on reproche parfois au PDG du groupe de ne pas utiliser ses 160 milliards de dollars de trésorerie, M. Cook a enfin décidé de desserrer les cordons de sa bourse.

« C'est une grosse opération, reconnaît M. Cook. Mais il faut la remettre en perspective : nous avons racheté 15 sociétés l'an dernier et 12 cette année, soit 27 en dix-huit mois. Mais celle-ci est entière-



Jimmy Iovine, cofondateur de Beats ; Tim Cook, PDG d'Apple ; le rappeur Dr. Dre et Eddy Cue, vice-président d'Apple. PAUL SAKUMA/AP

ment consacrée à la musique, qui a toujours coulé dans nos veines et nous avons toujours estimé que la technologie seule n'était pas suffisante », insiste le patron d'Apple.

L'opération est censée donner au géant de l'électronique un nou-

veau souffle dans le domaine musical. Même si iTunes est devenu l'un des principaux distributeurs de musique, les habitudes de consommation sont en constante évolution, notamment en raison de l'explosion des smartphones.

Beats ou comment transformer le son en produit de luxe

Rappeur à l'origine, Dr. Dre est aussi un producteur qui sait transformer ses investissements en or. Associé à un autre producteur, Jimmy Iovine, ils créent Beats Electronics en 2006 et sortent leur premier casque audio haut de gamme en 2008. Beats a depuis noué des partenariats avec HP ou Chrysler

pour distribuer BeatsAudio, un logiciel de diffusion haute qualité de la musique sur smartphone, PC ou en voiture. Début 2014, la société lance un service de streaming payant, Beats Music, toujours estampillé « haute qualité ». Quatre mois après, le nombre d'abonnés reste faible, autour de 250 000.

Le succès des « fonds d'impact » à dimension sociale

En 2013, 8 milliards de dollars ont été investis par des acteurs qui ne visent pas uniquement le profit

Ils ont repris leur bâton de pèlerin. Six ans après avoir créé Citizen Capital, un fonds d'investissement qui veut « conjuguer valeurs et performance », Pierre-Olivier Barennes et Laurence Méhaignerie font le tour de la France pour lever 40 à 50 millions d'euros auprès de gestionnaires d'actifs, de compagnies d'assurances ou de personnes privées.

En 2008, lui, ancien du fonds de capital britannique Bridgepoint et elle, spécialiste de l'égalité des chances, avaient été les premiers en France à lancer un « fonds d'impact », « *impact investing* » en anglais, avec la conviction que les objectifs sociétaux ne sont pas un frein à la performance financière. Au contraire. « Nous avons effectué six investissements, dont deux ont été revendus et nous ont permis de réaliser 2,3 fois notre mise initiale. Nos apporteurs de capitaux sont heureusement surpris et nous rencontrons de plus en plus de dirigeants d'entreprises intéressés par notre démarche », poursuit M. Barennes et M^{me} Méhaignerie, qui gèrent jusque-là 18 millions d'euros apportés par Bpifrance, la Banque postale ou encore AG2R La Mondiale.

Depuis l'explosion de la crise financière, de multiples initiatives visent à trouver la voie d'un capitalisme dont la finalité ne serait pas le profit. Une conférence très en vue s'est d'ailleurs tenue, mardi 27 mai, à Londres, sous le haut patronage de Lynn Forester de Rothschild, qui dirige avec son mari, Sir Evelyn de Rothschild, le holding d'investissement familial. L'ancien président américain Bill Clinton, la patronne du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, ou Bill Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, et Michael Sommer, le président des syndicats allemands ont milité pour la mise en œuvre d'un capitalisme « *inclusif* », plus équitable.

Un objectif auquel la finance veut participer à travers ces « fonds d'impact ». Une démarche à ne pas confondre avec l'épargne solidaire qui vise à allouer une partie de l'argent des épargnants qui le souhaitent à des associations ou à des projets philanthropiques. Les « fonds d'impact », soit 8 milliards de dollars (5,9 milliards d'euros) d'investissements en 2013 selon JPMorgan, eux, se font fort d'obtenir un impact positif sur la société à travers leurs participations.

Citizen Capital s'est fixé deux types de missions : soit aider des chefs d'entreprise qui « *cassent les barrières sociales* » – parce qu'ils ont moins que bac + 2 ou parce qu'ils appartiennent à des minorités visibles –, soit financer des projets qui intègrent une dimension sociale, parce qu'ils essaient par exemple de répondre aux besoins d'une population vulnérable ou parce qu'ils sont situés dans des quartiers difficiles.

Le fonds avait ainsi réalisé sa première opération en entrant au capital de G2J, le leader français des services de vidéoconférence, fondé

Aider, par exemple, des chefs d'entreprise qui ont moins de bac + 2 ou qui appartiennent à des minorités visibles

par le Martiniquais José Jacques-Gustave. Cette participation a été cédée en 2012. A cette occasion, Citizen Capital a rétrocédé 10 % de sa plus-value aux salariés de G2J. Le fonds a aussi vendu en début d'année ses intérêts dans TraceTV, le spécialiste des chaînes musicales payantes, très présent en Afrique, créé en 2003 par Olivier Laouchez.

Le diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, né de parents antillais, relate volontiers qu'il n'avait pas trouvé de capitaux en France à ses débuts. C'est Goldman Sachs qui lui avait mis le pied à l'étrier, à travers son propre « fonds d'impact ». « Pour tout créateur d'entreprise, lever des fonds est un parcours du combattant. Mais, sans sombrer dans la paranoïa, je suis noir dans un système où il y a peu de gens comme moi. En France,

cela n'aide pas, car la double culture n'est pas valorisée. J'appelle cela la « désintégration culturelle » mais j'ai eu la chance de rencontrer des gens éclairés », relate M. Laouchez.

Lorsqu'en 2010, un géant des médias américain contacte Goldman Sachs pour racheter le petit « frenchie », M. Laouchez se démène pour trouver de nouveaux investisseurs et fait ainsi entrer Citizen Capital à son tour de table : « J'avais deux mois pour trouver une alternative. J'ai obtenu que l'audit se fasse rapidement. Il fallait être en confiance. »

Emery Jacquillat, qui avait repris en 2008 le distributeur Camif à la barre du tribunal, a fait entrer en 2013 Citizen Capital dans son tour de table. « Lorsque, en 2013, j'ai cherché des fonds pour accélérer notre développement, cela a été très compliqué, notamment parce que nous étions encore dans le rouge. Mais surtout, j'étais frustré, car nous avions plein d'actions positives qui n'étaient pas prises en compte par les financiers », relate M. Jacquillat, qui s'agace.

« Par exemple, 100 % de nos appels sont traités à Niort, cela me coûte trois fois le prix du Maroc ou cinq fois celui de Madagascar. Je me suis dit qu'il fallait que je trouve des gens pour qui cette démarche responsable avait de la valeur ». La défense du « made in France » et de l'emploi n'empêche pas les ambitions : la Camif, qui a renoué avec l'équilibre en 2013, avec un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros, veut doubler sa taille en deux ou trois ans.

Mais, malgré les belles intentions, chaque dossier recèle une prise de risque. Citizen Capital a connu aussi un flop avec Eat Sushi, la chaîne de restauration rapide en difficulté. ■

ISABELLE CHAPERON

Le gouvernement dope le financement participatif

Le cadre juridique du secteur est assoupli

Le secteur du financement participatif est en passe de se doter d'un nouveau cadre réglementaire. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, a présenté, mercredi 28 mai, en conseil des ministres, une ordonnance visant à donner un coup d'accélérateur à cette jeune industrie, qui rencontre un succès croissant. En 2013, 650 000 Français ont financé, via Internet, 32 000 projets. Plus de 78 millions d'euros ont été collectés, selon l'association Financement participatif France.

Principale mesure du texte qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre : les particuliers pourront prêter des fonds à d'autres particuliers ou à des entreprises moyennant rémunération – activité jusqu'ici réservée aux banques. Cette dérogation au monopole bancaire reste encadrée : les internautes ne devraient pas pouvoir prêter plus de 100 000 euros par projet, et le montant du prêt ne dépassera pas un million d'euros (ces montants seront précisés par décret, en juillet).

Deuxième disposition importante, destinée à faciliter le financement des petites entreprises : les règles d'appel public à l'épargne sont assouplies. Les PME pourront lever jusqu'à un million d'euros auprès des internautes sans devoir rédiger un prospectus financier, ce document visé par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Les plates-formes qui proposent aux particuliers d'investir dans ces sociétés devront obtenir le statut de conseiller en investissement participatif, qui est moins contraignant que celui de

conseiller en investissement financier. En échange de ce cadre, plus souple, les sites devront informer les internautes sur les risques encourus, obtenir un agrément de l'AMF et respecter des règles de bonne conduite et de transparence, qui sont intégrées à l'ordonnance. L'AMF, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) surveilleront les sites et pourront les sanctionner.

« Nouveau marché »

Les acteurs du secteur applaudissent. « Ces mesures permettent de lâcher la bride. Entre ce texte et l'engagement des particuliers, les montants collectés devraient doubler en 2014 », estime Nicolas Lesur, président de Financement participatif France. De nombreuses entreprises attendaient cette ordonnance pour se lancer. « C'est un nouveau marché qui s'ouvre, s'enthousiasme Jean-Christophe Capelli, fondateur de LaCaisse.org. Notre site de prêts rémunérés aux entreprises sera opérationnel début octobre. » Et il n'est pas seul : d'autres, comme Prêtpme, sont dans les cartons, et certains, tel Unilend, officient déjà. Le gouvernement pourrait aller plus loin. Mi-mai, M. Montebourg annonçait la possible mise en place d'un fonds d'abondement en financement participatif. « Le gouvernement britannique avait fait la même chose il y a dix-huit mois, en allouant 100 millions de livres [123 millions d'euros] aux plates-formes », explique Charles Egly, le président de Prêt-d'union, qui verrait d'un bon œil cette initiative. ■

FRÉDÉRIC CAZENAVE

IL EST TEMPS
DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H30 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde SUR BFM BUSINESS
ÉCO&ENTREPRISE

Une charte pour améliorer les conditions de travail des femmes de chambre

Le groupe Louvre Hotels s'engage à ce que ses salariés ne soient plus payés à la chambre



Les femmes de chambre devaient préparer jusqu'à 4 ou 4,25 chambres par heure. LUDOVIC/REA

Applicable à partir du 1^{er} juin, la charte sur la sous-traitance du nettoyage de Louvre Hotels Group (500 filiales et franchises en France, sous les marques Campanile, Kyriad, Première Classe, Golden Tulip...) a l' allure d'une révolution pour les femmes de chambre concernées.

Signée le 14 mai avec les syndicats CGT et CFDT, cette charte, qui encadre ces contrats de sous-traitance, devrait améliorer directement leurs conditions de travail. La CGT, très loin de ses habitudes, salue « la gestion sociale » du groupe Louvre Hotels. La charte interdit d'imposer aux sous-traitants un paiement des salariés au nombre de chambres nettoyées à l'heure, une pratique illégale, mais répandue. Les sous-traitants devront installer des pointeuses électroniques et remettre à chaque salarié un relevé hebdomadaire des heures effectuées. Cette exigence met fin, chez Louvre Hotels, à une pratique qualifiée de « véritable fléau dans la profession » par Claude Lévy, président de la CGT des hôtels de prestige et économiques.

« Avec le paiement à la chambre, on sait quand on doit arriver au travail, jamais quand on finit, raconte une salariée d'un sous-traitant de l'hôtellerie. Par exemple, le matin, sur la feuille de travail était inscrit que l'on avait dix chambres à faire. Tant qu'on ne les avait pas toutes faites, on ne partait pas. Ainsi, quand les clients sortaient tard de leur chambre, on devait attendre

pour faire le nettoyage, et ce n'était pas payé en heures supplémentaires. » Seul compte le nombre de chambre, quel que soit le temps nécessaire, ce qui constitue l'infraction de travail dissimulé.

« Ce système nous obligeait à courir tout le temps », poursuit la jeune femme, qui tient à garder l'anonymat. Sa gouvernante de l'époque explique qu'elle n'avait pas de mal à faire travailler plus et plus vite les femmes de chambre : « Elles

Les sous-traitants devront remettre aux salariés des pointeuses électroniques et un relevé des heures effectuées

avaient intérêt à faire le plus de chambres possible pour gagner plus. Elles nous appelaient sans cesse pour en avoir. » Mais c'était au prix de l'épuisement et d'une vie personnelle sacrifiée. Et comme le salaire était maigre pour cette femme de chambre, qui a quatre enfants, elle travaillait ailleurs durant ses jours de repos.

La grève de vingt-huit jours, en mars-avril 2012, des femmes de chambre de la société Deca Ile-de-France, sous-traitant de Campanile et Première Classe du pont de Suresnes (Hauts-de-Seine), appartenant à Louvre Hotels, a beaucoup fait pour la signature de la charte. Sou-

tenues par une partie du personnel de ces établissements, elles dénonçaient les heures impayées et les cadences infernales – 4 ou 4,25 chambres par heure.

Elles ont gagné : une pointeuse a été installée, mettant fin au travail dissimulé, les cadences ont été revues à la baisse, les salaires augmentés. Et une vingtaine de salariées ont été intégrées au personnel de l'hôtel. Ce qui est « un cas unique », se félicite M. Lévy. Les salariés ont pu bénéficier de l'application de la convention collective des hôtels, cafés et restaurants au lieu de celle de la propreté, avec un treizième mois, des primes, la participation et l'intéressement.

Répondant à une revendication lancée dès le début des années 2000 par la CGT, Louvre Hotels a décidé l'intégration du personnel de nettoyage dans cinq autres de ses hôtels en région parisienne d'ici à novembre 2015. « Ce modèle n'a pas vocation à être généralisé, a déclaré dans la presse Emmanuel Greth, vice-présidente des ressources humaines du groupe. Mais il peut s'adapter dans certains de nos grands établissements. Malgré un surcoût de 10 %, il apporte un gain en qualité, une plus grande souplesse en proposant d'autres tâches au personnel, comme le renfort au petit déjeuner. »

L'internalisation est-elle « tendance » ? « Dans notre réseau, la sous-traitance représente une part mineure, elle est en baisse depuis 2002-2003 », indique Dominique

Mircher, DRH d'Accor France, où un protocole sur les conditions de recours à la sous-traitance a été signé avec la CFDT en 2002. « Mais on n'a pas de parti pris sur la question. Les entreprises sous-traitantes apportent un vrai savoir-faire. »

« Le nettoyage fait partie du cœur de métier de l'hôtellerie, rien ne justifie la sous-traitance », conteste M. Lévy. Aucune spécificité technique n'est apportée. Le seul but est d'avoir une main-d'œuvre bon marché avec un statut souvent inférieur à celui des salariés des sociétés donneuses d'ordres. »

Le sujet est sensible. Le 21 mai, le conseil des prud'hommes de Paris a condamné le Novotel Paris Les Halles (groupe Accor) et son sous-traitant Elior à verser 400 000 euros de dommages et intérêts à dix-huit salariés et à des rappels de salaires pour prêt de main-d'œuvre illicite et marchandage. Ce terme définit une pratique de prêt de main-d'œuvre dont le but est d'éluder l'application de dispositions légales ou conventionnelles. Une grève de trente-quatre jours avait eu lieu en 2011 dans cet hôtel.

Le jugement constate que le personnel était payé à la chambre – ce que conteste Elior, qui se dit « profondément surpris » par cette décision et a décidé de faire appel. Accor y réfléchit. Avec ce jugement, « les donneurs d'ordres sont assis sur une bombe atomique », prévient Claude Lévy. ■

FRANCINE AIZICOVICI

Anvers redoute d'être privé de diamants russes

Les diamantaires anversois sont nerveux. A première vue, le principal carrefour mondial du négoce de la plus pure des pierres précieuses affiche une sérénité tranquille. Mais derrière ses belles façades, la Pelikaanstraat, l'artère des gemmes du port flamand, redoute l'effet d'une imposition possible de nouvelles sanctions européennes sur la production russe si Moscou persiste à encourager le séparatisme ukrainien.

Imposer un embargo sur les marchandises brutes vendues à Anvers par la compagnie d'Etat russe Alrosa : ce scénario qui figure parmi l'éventail de nouvelles mesures punitives envisagées par l'Union européenne en cas de détérioration de la situation en Ukraine inquiète les professionnels de la métropole.

En effet, Alrosa vend la moitié de sa production destinée à l'étranger à Anvers. Ces lots constituent un quart des importations de diamants bruts de la cité de Rubens. Si elle exporte toute la gamme de marchandises, l'industrie russe est réputée pour ses grosses pierres, à l'instar de l'étrécelante « Cristal » très prisée des bijoutiers.

Dix fois par an, la société russe invite les plus gros négociants de la place à Moscou pour examiner les lots. Payables comptant, à prendre ou à laisser...

Ces jours-ci, il vaut mieux ne pas laisser. Un refus équivaldrait à une grave faute professionnelle à la lumière de l'offre stagnante de diamants dans le monde. « Il est difficile de trouver de nouveaux gisements de diamants. Ils sont petits et commercialement

peu rentable compte tenu des investissements massifs nécessaires », souligne Edward Sterck, analyste auprès de BMO Capital Markets.

Parallèlement, la demande issue des pays émergents, en particulier de Chine et d'Inde, s'envole en raison du prestige du diamant auprès des nouvelles classes moyennes. Les prix du brut ont augmenté en moyenne de 7 % depuis le début de l'année, en particulier les pierres de plus de 10 carats et celles de couleur.

Court-circuiter la filière

Malgré cette hausse qui fait ses affaires, Anvers redoute que l'interdiction des gemmes russes ne profite aux places concurrentes qui échapperaient aux éventuelles sanctions de l'Union européenne. Le cas échéant, Moscou pourrait facilement faire transiter sa production via les centres non européens rivaux de Dubaï, Tel-Aviv ou Bombay.

Par ailleurs, Alrosa pourrait court-circuiter la filière diamantaire en se passant de l'intermédiaire des négociants anversois en vue de conclure des accords directement avec les plus grands joailliers.

Pour l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC), qui représente le secteur, « si les sanctions sont temporaires, leurs conséquences sur les flux commerciaux sont irréversibles ». En mars, juste avant l'occupation de la Crimée, l'AWDC et le Gokhran, l'agence russe chargée des exportations de diamants, ont signé un accord stratégique de coopération. ■

MARC ROCHE

(LONDRES, CORRESPONDANT)

HIGH-TECH

Google a commencé à construire ses prototypes de voitures

Le moteur de recherche Google a annoncé avoir commencé à construire ses propres véhicules sans conducteur, dans un message présentant le nouveau prototype, publié mardi 27 mai au soir sur son site. La Google Car fonctionnera à l'électricité et se repérera dans l'espace grâce à une tourelle munie de capteurs et de lasers sur son toit, et à une caméra dans le capot. Google compte fabriquer « environ une centaine » de prototypes, encore dotés de commandes manuelles, qu'il commencera à tester dès cet été. « Nous aimerions lancer un petit programme pilote ici, en Californie, dans les deux prochaines années », ont précisé les dirigeants. Google compte travailler « avec des partenaires », comme il le fait déjà pour fabriquer ses tablettes et smartphones Nexus ou ses ordinateurs Chromebook. ■ – (AFP.)

Médias Lagardère vise plus de 3 % de croissance par an d'ici à 2018

Le groupe de médias Lagardère vise une progression à données comparables de ses revenus supérieure à 3 % par an d'ici à 2018, ont indiqué les dirigeants, mercredi 28 mai, lors d'une journée investisseurs. Ils comptent pour cela sur la croissance organique, sans exclure des acquisitions ciblées. – (AFP.)

1,2 milliard d'euros

C'est la somme que le ministère italien de la santé réclame à des responsables des laboratoires suisses Novartis et Roche, ont indiqué les médias italiens, mercredi 28 mai. Mi-mars, le parquet de Rome a ouvert une enquête préliminaire à l'encontre des cadres des deux sociétés, soupçonnés d'un accord illicite au détriment de l'Avastin, un médicament contre les troubles de la vue. – (AFP.)

Défense La France commandera deux avions ravitailleurs Airbus MRTT

Le ministère de la défense commandera deux avions ravitailleurs Airbus MRTT et lancera cet été le programme Scorpion d'équipement de l'armée de terre, comme prévu par la loi de programmation militaire (2014-2019), a indiqué Jean-Yves Le Drian mercredi 28 mai à l'Assemblée nationale. – (AFP.)

Finance Un ancien cadre de Wendel mis en examen

Jean-Bernard Lafonta, ancien patron de la société d'investissements Wendel, a été mis en examen le 14 mai pour diffusion de fausse information aux marchés et délit d'initié, selon l'AFP.

Restauration Deux offres pour la reprise d'Hédiard

L'épicerie de luxe Hédiard, en redressement judiciaire depuis septembre 2013, intéresserait deux repreneurs, selon l'AFP : le fonds suisse Ledunfly et le groupe autrichien Do & Co. Les candidats ont jusqu'à vendredi 30 mai minuit pour améliorer leurs propositions.

F.A.

« Capotes dans les poubelles, vomi dans le lavabo »

EMPLOYÉES par un sous-traitant du palace Park Hyatt Vendôme, à Paris, les femmes de chambre ne sont plus payées « à la chambre », mais au mois, depuis que le marché du nettoyage est passé, en janvier, de la Française de services – qui n'a pas répondu à nos sollicitations – à Luxe & traditions, un autre sous-traitant. La conséquence d'une grève de six jours en septembre 2013. Elles ont notamment obtenu un treizième mois ou la transformation des temps partiels en temps plein.

Mais cela n'a pas résolu tous les problèmes, selon Nora, gouvernante, Débora, Mélanie et Sylvie, femmes de chambre. Ces dernières sont rémunérées environ

1 200 euros net pas mois, tandis que Nora perçoit 1 450 euros net, « dimanches compris, payés avec une majoration de 20 % », dit-elle.

« Deuxième sous-sol »

Le nettoyage des chambres avec des lits supplémentaires cristallise leur mécontentement, aucune prime n'étant prévue. « Les clients payent leur chambre 1 000 euros la nuit et le lit supplémentaire leur est facturé 100 euros. Nous, on le fait gratuitement ! », dénonce Débora Follot, déléguée CGT. De plus, « au-delà de trente-cinq heures par semaine, on n'est pas payées ». La coupe a débordé : « On est 70-80 femmes de chambre à avoir décidé, lundi 19 mai, de ne

plus faire les lits supplémentaires », poursuit la déléguée.

A qui s'adresser pour ce problème ? « Pour tout ce qui touche aux conditions de travail, Hyatt ne nous répond pas, il dit qu'il n'est pas notre patron, souligne M^{me} Follot. L'hôtel met la pression sur Luxe & traditions, qui nous met la pression en nous disant que si on n'accepte pas, il perdra le marché. »

Ce qui semble toucher le plus ces jeunes femmes d'origine africaine, algérienne et comorienne, c'est « le mépris » dont elles se sentent victimes de la part du personnel de l'hôtel. « Ils mangent ensemble, ne se mélangent pas à nous », relève Nora. Après la grève, « notre

vestiaire a été déplacé au deuxième sous-sol, où il y a des souris, ajoute M^{me} Follot. On demande à être respectées. C'est quand même nous qui nettoyons les poubelles avec des capotes pleines de sperme et le vomi dans les lavabos. »

Le 6 juin, quarante-huit dossiers de salariés du Park Hyatt seront traités avec prud'hommes où elles attaquent les directions de l'hôtel et leur ancien employeur, la Française de services. Elles seront soutenues lors d'une manifestation du Park Hyatt jusqu'au Crillon, le palace en rénovation où est envisagée l'externalisation du nettoyage des chambres. ■

Quelle « data-éthique » pour notre civilisation numérique ?

Les données personnelles n'ont toujours ni propriétaire ni règles d'usage

Pierre Papéron
Directeur de la stratégie de la société spécialisée dans l'informatique dématérialisée Cloudwatt

Le mot « donnée » est utilisé tous les jours. Mais son sens s'est perdu. Pourtant, il est magnifique quand on le regarde avec une attention tout étymologique : « donnée » vient du registre du don. On n'en est plus là. La donnée est devenue une denrée, un bien monnayable, un nouvel or noir pour les nouveaux self-made-men. Et le comble est que la donnée ne nous appartient plus totalement dès qu'elle est produite tout au long de la journée et de la vie : le « post » sur Facebook, la recherche sur Google, le déplacement avec l'application Foursquare...

Le droit de la propriété intellectuelle et le droit à l'image n'offrent qu'un contrôle tout relatif sur ces données produites et dispersées sur de multiples sites. La loi s'applique mais devient de fait inapplicable. Faire prévaloir vos droits contre Facebook devant un tribunal de Californie ? Bonne chance !

Cela pose la question de la propriété même des données, et de ce que l'on peut en faire. Notamment après sa mort. Le don d'organe est possible mais pas le don de données.

nées. La question reste posée pour tous les achats de biens immatériels et pour toute la vie digitale : les conditions acceptées lors de l'achat de musiques et de livres virtuels ne permettent pas de les transmettre à des ayants droit. Et tous les mails échangés par le biais de Gmail font-ils partie de l'héritage transmis aux ayants droit ?

La réponse a été donnée, en avril 2013, par Facebook et Google : le mode « mémorial » et le testament numérique. Ce dernier permet aux internautes d'enregistrer leurs dernières volontés concernant leurs données stockées sur le compte Google. Le formulaire prévoit la désignation de contacts de confiance, avec une limitation à une dizaine d'héritiers. L'option « suppression définitive » du compte est aussi proposée. C'est donc Google qui mène la danse. Et met à mal notre souveraineté législative sur des sujets aussi importants que ceux-là dans la civilisation de l'information qui s'est ouverte. Et que dire des comptes orphelins qui, comme dans le cas de l'assurance-vie, restent sans maître pendant des dizaines d'années ?

En revanche, Google n'offre pas à ses clients de limitation de la communication et de l'utilisation des données collectées pendant leur vie... Et pourtant, quoi de plus riche et de plus valorisable que les recherches ou le contenu des mails d'une personne qui veut souscrire une assurance décès ou même un crédit immobilier ? Comme le propose Google Flu (grippe en

anglais), il est possible de connaître l'émergence de nouvelles pathologies dans le monde simplement au travers des mots-clés liés aux symptômes de la maladie qui se propage. Avec une semaine d'avance sur les alertes de l'Organisation mondiale de la santé. Appliqué à l'individu, c'est la connaissance intime de son état de santé ou de certains proches, de l'évolution d'une maladie... Ce qui fabrique une valeur beaucoup plus forte que le « bon profil » pour la bonne bannière de pub.

Comme le fait dire Rabelais à « Pantagruel » : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme »

C'est un actif colossal non encore valorisé que Google a créé là ! Et la tentation va être infinie, à un moment ou à un autre, de venir au secours du modèle économique fondé à 92 % sur la publicité des mots-clés, qui s'essouffle trimestre après trimestre...

Parallèlement, la mainmise de GAFa (Google-Apple-Facebook-Amazon) sur les données de notre vie privée pose une question plus large de leur implication sur la scène géopolitique, avec un statut non déclaré d'Etat ou de bras armé d'un autre Etat. Les « printemps arabes » ou les manifestations en Turquie en sont des exemples. C'est la

sécurité nationale de chaque Etat qui est maintenant en jeu.

Mais au-delà de la propriété et des utilisations non contrôlables des données, ce sont les applications du « big data » qui se multiplient et mettent à mal les lignes de défense de certains principes moraux comme l'anonymat. Une étude américaine a montré que l'application du « big data » à des dossiers médicaux pourtant anonymisés permettait de retrouver l'identité des personnes en principe protégées dans 92 % des cas. Une autre prévoit à 90 % les risques d'épisodes dépressifs d'une personne en scannant son fil Twitter avec une attention particulière au contenu des tweets et surtout à l'heure des posts.

Et nous ne sommes qu'au début de cette déferlante dont la taille augmente chaque jour. A l'échelle de la planète, la volumétrie de données est comme un étang qui se serait transformé en mer puis en océan en l'espace d'une dizaine d'années. Et le gonflement se poursuit : l'océan de données devient une énorme planète, avant d'englober tout le système solaire d'ici à 2019.

Pourquoi ? La réponse tient en deux mots : objets connectés. Leur nombre explose, et va atteindre entre 30 et 200 milliards d'ici à 2019. Et chaque objet de multiplier les données délivrées chaque minute. Le décodage du génome en cinq minutes débouche sur les mêmes ordres de grandeur : 3 téraoctets (1 téraoctet = 1 000 gigaoctets) par individu.

Six milliards d'individus, c'est 20 zettaoctets (20 milliards de téraoctets), rien de moins que toute l'information produite et mémorisée par l'humanité depuis ses débuts.

Une vraie question d'éthique se pose à toutes les entreprises et à tous les « data-scientifiques » (pour traduire « data scientist ») : quelles limites pour l'utilisation de leur savoir ? Jusqu'où peut-on aller dans le ciblage des messages ? Dans l'analyse des déplacements ? Dans l'interprétation des données corporelles combinées avec les données précédentes ? Après tout, si vous avez un bracelet qui transmet vos battements cardiaques, l'accroissement du rythme croisé avec ce que vous êtes en train de regarder, lire, écouter sur votre ordinateur ou portable projette chacun d'entre nous dans un laboratoire avec d'innombrables capteurs. Sans qu'on le sache.

Comme le fait dire Rabelais à *Pantagruel* : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. » Même si science, en 1532, rimait avec connaissance. Et la science est en train de se propager au travers du « big data » à toute information collectée. Chacun ayant pour l'instant un choix plus ou moins éclairé à cet égard dans ce nouveau monde sans garde-fou très clair. Une école de pensée américaine préconise même l'abandon de toute protection des données en échange de tous les bénéfices que l'on peut en retirer : probabilité de maladies, alerte médicale, identification des partenaires les plus « adaptés », etc.

Le nouveau terme « data-éthique » ne fait que symboliser cette question essentielle qui va se poser à toutes les sociétés dans le monde. La France, par un sursaut du siècle des Lumières, peut-elle apporter un éclairage sur tout cela ? N'oublions pas que France se dit en chinois *fa guo*, c'est-à-dire « le pays de la loi ». Rien de moins. Aurons-nous la capacité à le rester dans ce monde numérique ? Vaste programme, aurait peut-être répondu le général de Gaulle. Et il est peut-être encore plus vaste si l'on réfléchit à la rencontre de la biologie et du data, qui donnera la « bio-data-éthique ». « On a conscience avant, on prend conscience après », a dit Oscar Wilde. Le débat et l'opportunité sont là, juste devant nous. ■

Le Monde.fr
D'AUTRES DÉBATS SUR LE WEB

- « **Netflix : la grande naïveté du cinéma français** », Renaud Delourme, PDG des Editions Montparnasse.
- « **Le trading à haute fréquence est l'inverse d'une place boursière** », Paul Lagneau-Ymonet, Paris-Dauphine, et Angelo Riva, European Business School.
- « **Les masques de Satoshi Nakamoto, inventeur du bitcoin** », Ludovic Desmedt, université de Bourgogne.
- « **A qui profite le blocage publicitaire sur Internet ?** », Jérémie Bugard, Agence79.

Alstom : l'occasion manquée

Une incapacité à regarder l'avenir

Les Arvernes
Collectif

Alstom a, comme de coutume quand un grand groupe risque de changer de pavillon, déchainé les passions. Comme de coutume ont été convoqués tour à tour, sur la scène du grand théâtre de notre politique économique, l'emploi, l'indépendance stratégique, la politique énergétique, le patriotisme économique... Y compris la refonte précipitée d'un décret de 2005 visant à élargir les conditions dans lesquelles la puissance publique peut faire échec au rachat d'activités qui relèvent d'intérêts nationaux supérieurs.

Pourtant, les dirigeants de l'entreprise s'évertuent à présenter la branche énergie d'Alstom comme une activité « non stratégique ». Ils lui attribuent et les déboires du titre en Bourse, et la baisse de 28 % du résultat net du groupe pour son exercice fiscal 2013-2014.

Mais ce projet de restructuration manque cruellement d'ambition. Ce n'est pourtant pas un secret : les transformations de la gestion urbaine induites par le numérique offrent des opportunités inégalées aux groupes industriels qui sauront se positionner sur le créneau de la *smart city*, la « ville du futur » moderne, hyperconnectée et économe de ses ressources. Dans le domaine de l'énergie précisément, les réseaux de distribution d'électricité existants évolueront à l'avenir vers des *smart grids*, ces infrastructures « intelligentes » qui couplent distribution électrique et pilotage informatique. Ils équiperont les métropoles de demain, soucieuses de mieux fournir de l'énergie à une population urbaine qui ne cesse de croître.

On estime ainsi que les solutions *smart cities* représenteront un marché de 40 milliards de dollars (29,4 milliards d'euros) dans le monde en 2016. La ville de Dubaï vient, par exemple, d'annoncer un investissement de plus de 200 millions d'euros pour équiper avec les solutions les plus innovantes un nouveau quartier, le Silicon Park. La Chine, elle, crée de toutes pièces des « villes intelligentes » et investit massivement dans ce secteur. Ces potentialités immenses n'échappent pas à

tout le monde. General Electric, principal prétendant au rachat de la branche énergie d'Alstom, investit massivement dans les *smart grids* destinés aux collectivités locales et propose même, depuis 2011, des solutions à bas coût optimisées grâce au « cloud computing », l'informatique dématérialisée, qui permet le contrôle à distance des réseaux d'électricité. Toshiba a, lui, dévoilé le 8 mai ses vues sur l'activité de distribution intégrée de la branche énergie d'Alstom, en cas de rachat par General Electric. Pour l'industriel japonais, ce rachat viendrait compléter l'acquisition récente, pour 2,3 milliards de dollars, de la société suisse Landis Gyr, spécialiste des compteurs électriques intelligents. Et lui permettrait ainsi de s'imposer comme un concurrent de taille sur le marché de la distribution d'énergie.

Conséquences négatives sur l'emploi

Dans un tel contexte, pourquoi le groupe Alstom, leader dans les infrastructures de production et de transmission d'électricité, dont la branche énergie comprend précisément une activité florissante de transformateurs et de systèmes de gestion de transformateur, ne cherche-t-il pas à se positionner sur ce marché ? Pour quelles raisons le gouvernement français a-t-il affiché très clairement ces dernières semaines sa préférence pour une fusion avec le groupe allemand Siemens, qui conduirait de fait à l'élimination d'un acteur du marché de l'énergie, entraînant, comme souvent dans ce type d'opérations, des conséquences négatives pour l'emploi en France ? N'y avait-il pas des solutions plus audacieuses à envisager quand, par exemple, Veolia, leader mondial des « services collectifs » urbains, se contente également d'une présence timide, par le biais de sa filiale Dalkia, sur le marché des *smart grids* ?

Ce que révèle l'affaire Alstom, c'est une incapacité chronique des décideurs – publics et privés – à regarder audacieusement vers l'avenir et à tirer toutes les conséquences de la révolution numérique, tant en termes de sources potentielles de croissance – et donc d'emplois – que de souveraineté numérique. Le cas Alstom n'est pas isolé ; il nous rappelle que la météorite numérique risque de tuer beaucoup de dinosaures industriels. ■

Les **ARVERNES** sont un groupe de hauts fonctionnaires, d'économistes, de professeurs d'université et de chefs d'entreprise

3 JUIN
PARIS

FORUM EXPAT

LE SALON DE PRO

DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

MIEUX GÉRER LA
MOBILITE DE VOS CADRES

Un programme de conférences
animées par les journalistes du *Monde*
et de *Courrier international*

Dirigeant, DRH, responsable mobilité...
venez rencontrer nos experts et échanger avec
nos professionnels de la mobilité internationale

ENTRÉE
GRATUITE

Inscription
obligatoire

<http://pro.leforumexpat.com/>

MARDI 3 JUIN 2014 - 9H À 19H

Les Docks, Cité de la mode et du design
34 quai d'Austerlitz Paris 13^e

UN ÉVÉNEMENT

Le Monde

Courrier international



SOS CONSO | CHRONIQUE

PAR RAFAËLE RIVAIS

Le cuisinier et les apprentis avocats

Ce matin de décembre 2013, Kevin, jeune cuisinier employé dans un restaurant du 18^e arrondissement de Paris, refuse de « mettre dans [ses] salades les volailles périmées » que lui présente son chef. « Tu vas les faire en salade ! », ordonne le chef, « une amoire à glace ». Comme Kevin persiste dans son refus, le chef l'empoigne et le projette contre un four brûlant. Un plongeur, sans papiers, préfère ne pas s'en mêler. Kevin appelle le patron du restaurant, qui prend parti pour le chef cuisinier. Le jeune homme quitte alors l'établissement.

Après avoir essuyé un refus de plainte (illégal), Kevin se rend chez son médecin, qui photographie ses contusions et lui accorde un arrêt de travail. Muni d'un certificat médical, il retourne au commissariat, où un policier accepte cette fois d'enregistrer sa plainte. Quand le jeune homme lui demande s'il est obligé de retourner chez son employeur, le policier lui répond qu'il ne sait pas. Il lui propose de demander conseil à la Clinique juridique Saint-Denis, dont il a entendu parler dans le journal gratuit 20 minutes.

La Clinique juridique est un lieu d'accueil des personnes ayant des problèmes de droit.

Située au sein de l'université Paris-VIII, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) – au terminus de la ligne 13 du métro –, tenue par des étudiants, elle est gratuite et accessible sans rendez-vous pendant les heures de permanence. « Il existe des cliniques juridiques partout dans le monde, sauf en France ! », constate son fondateur, Benjamin Pitcho, avocat au barreau de Paris et maître de conférences en droit privé à Paris-VIII, qui les a découvertes aux États-Unis.

En créant le premier établissement du genre, il a permis d'ouvrir l'université sur son voisinage, caractérisé en Seine-Saint-Denis par une certaine précarité. « Notre but était de toucher des personnes en grande vulnérabilité, qui ne savent pas où trouver un avocat », explique-t-il. Grâce au bouche-à-oreille, aux journaux et à sa page Facebook, la Clinique attire désormais un public plus large – notamment des étudiants d'autres universités, ayant des problèmes de papiers ou d'heures de travail non payées par les fast-foods et certains grands magasins.

Pour que la Clinique juridique ne soit pas qu'un feu de paille, M. Pitcho a obtenu du doyen de la faculté de droit qu'elle soit « intégrée au parcours pédagogique » des étudiants.

À partir de leur troisième année d'études après le bac, ils peuvent choisir d'être notés sur leur participation aux permanences, plutôt que sur l'une des matières prévues dans le cursus. « Nous apprécions la qualité de leurs réponses et leur rapidité », indique M. Pitcho.

Le souci de bien renseigner impose parfois une immersion délicate dans des matières que ces jeunes gens n'ont pas encore découvertes, comme le droit des sociétés, le droit fiscal ou le droit social. Une vingtaine se sont portés volontaires cette année : « Cela nous donne la chance de nous confronter à de vraies personnes et pas seulement à des cas fictifs », indique l'un d'eux. Ils doivent notamment écouter leur interlocuteur, qui, sous le coup de l'émotion, n'est pas toujours très clair, et traduire ses propos en termes juridiques.

« Un mois plus tard »

Hélas, ces apprentis avocats ne répondent jamais immédiatement aux questions qui leur sont posées, faute de disposer à ce jour du bagage nécessaire. Ils font une fiche, qu'ils transmettent à leurs professeurs. Ceux-ci décident alors s'il y a lieu d'examiner l'affaire. « Nous ne traitons pas les demandes des personnes qui ont déjà un avocat et qui souhaitent que nous évaluions son travail », indique M. Pitcho. « Nous ne traitons pas non plus les demandes trop compliquées. » Les étudiants envoient toujours un courriel aux personnes concernées, pour les en informer. S'ils prennent l'affaire, ils font relire leur copie par des professeurs spécialistes du domaine en question, pour que leurs réponses ne souffrent d'aucune erreur de droit.

Lorsque Kevin, sur les conseils du policier, se présente à la Clinique juridique, deux étudiants l'écoutent. Ils indiquent sur leur fiche qu'il a deux questions : premièrement, comment faire constater la rupture de son contrat de travail sans retourner chez son employeur ? Secondement, comment obtenir une indemnisation pour le préjudice subi ? Mais « c'est seulement un mois plus tard », regrette Kevin, qu'ils lui ont envoyé dix pages de réponses circonstanciées. Entre-temps, il avait trouvé un nouvel emploi, chez un restaurateur « correct, cette fois ». Il estime que la Clinique est une bonne initiative. « Mais il faudrait qu'un professeur avec de la bouteille participe aux permanences et réponde lorsqu'il y a une urgence », dit-il. Une piste pour l'année universitaire 2014-2015 ?

Le recours à la Clinique est sans doute plus opportun lorsque le problème qui se pose ne nécessite pas une réponse immédiate. Un habitant d'une commune de Seine-Saint-Denis est ainsi venu se plaindre de ce que son voisin, commerçant, faisait marcher deux bruyantes machines à broyer les glaçons dans son jardin, de jour comme de nuit...

Après avoir perdu le boire, le manger et le sommeil, il avait contacté un conciliateur, qui n'avait pas obtenu de résultat. Il avait aussi fait appel au maire, mais celui-ci n'avait pas voulu intervenir. Il voulait savoir s'il pouvait attaquer le premier magistrat. Quinze jours plus tard, il recevait une fiche lui expliquant la marche à suivre pour assigner l'édile devant le tribunal administratif. ■

<http://sosconso.blog.lemonde.fr/>

LES INDÉGIVRABLES | PAR XAVIER GORCE



C'EST TOUT NET! | CHRONIQUE

PAR MARLÈNE DURETZ

Saveurs du monde



Si les voyages forment la jeunesse, ils participent aussi à l'éducation des palais aux saveurs lointaines. Les Français sont « de vrais aventuriers de l'assiette », selon une étude réalisée fin 2013 par ComScore Media Metrix pour le compte du site de voyage TripAdvisor. La cuisine locale constitue ainsi, pour 63 % des sondés français, un critère important dans le choix des vacances et 90 % aiment « essayer de nouveaux plats en vacances » : 16 % se disent prêts à goûter à du kangourou, 10 % à des sauterelles grillées et 9 % à des ailerons de requin.

En vacances, 70 % des voyageurs français dînent au restaurant. Et combien chez l'habitant ? Dans les pas du Covoiturage.fr, des guides locaux de Vayable.com ou encore des modes d'hébergement privés tels qu'Airbnb.fr ou HouseTrip.fr, les repas authentiques des cuisines locales de particuliers ont mis les pieds dans le plat du « voyage P2P » (peer to peer pour pair à pair).

Cookening.com/fr se veut un « Airbnb de la gastronomie ». Cette table d'hôte accessible des quatre coins du monde promet « des repas à la maison pour des rencontres improbables ». A Oslo, Ludivine propose de prendre le goûter moyennant 18 euros par personne ; le Napolitain Francesco concocte pour ses convives un risotto à l'orange et aux crevettes,

une quiche aux fleurs de courgettes et un limoncello fait maison pour 36 euros par hôte, tandis que, à Santiago, Maria offre, contre 21 euros, de s'initier aux plats « venant des extrêmes du Chili ».

Magie de l'alliance culinaire

Sans franchir les frontières hexagonales, le site Voulezvousdiner.com invite à « voyager en Inde autour d'une bonne table » située à Lyon, ou de savourer les « délices du Sichuan » préparés par DingDing, à Paris. Mais les convives peuvent opter pour Barcelone, Canberrra ou encore Buenos Aires.

Dans la même veine, Viensmangeralamaison.fr vise à « apprendre des uns et des autres autour d'une bonne table conviviale, en toute simplicité » ; Icoooknmeet.com met, lui, l'accent sur la magie de cette alliance culinaire, misant sur des « personnes étonnantes », des « expériences inoubliables », « une grande table dans un lieu insolite ».

Emilie propose ainsi de dîner « dans un cadre doublement surprenant : au sein des locaux d'une rédaction de presse, elle-même située dans les anciens fameux Frigos de Paris », dans le 13^e arrondissement. Les bureaux du Monde sont à deux pas... Mais où ai-je bien pu mettre les rallonges de la table ? ■

duretz@lemonde.fr

Le Monde
ABONNEMENTSOFFRE DÉCOUVERTE
3 MOIS

FORMULE INTÉGRALE : **3 MOIS 69 €** au lieu de 179,40 €

Le Monde chaque jour • tous ses suppléments • M le magazine du Monde
l'accès illimité 7/7 à l'édition abonnés du Monde.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

142EMQASAF

OUI

je m'abonne à la **Formule Intégrale** du **Monde** pendant 3 mois pour **69 €** au lieu de 179,40 €* (prix de vente en kiosque)

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société editrice du Monde
☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____

Expire fin : _____ Date et signature obligatoires

Noter les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR**

☐ Maison individuelle ☐ Interphone : ☐ oui ☐ non ☐ Dépôt chez le gardien/accueil ☐ Escalier
☐ Immeuble ☐ Boîte aux lettres ☐ Bât. N° _____
☐ Digicode N° _____ ☐ Nominative ☐ Collective N° _____ ☐ Dépôt spécifique le week-end

*Prix de vente en kiosque

**Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70*. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. ☐

Le Monde